

LA PRESSE NOUVELLE *Magazine Progressiste Juif*

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Moyen-Orient sur la base du droit de l'État d'Israël à la sécurité et sur la reconnaissance du droit à un État du peuple palestinien.

ISSN : 0757-2395

MENSUEL EDITE PAR L'U.J.R.E

Le N° 5,50 €

N° 309 – Octobre 2013 – 31^e année

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

HOMMAGE à ROBERT DÉCOMBE 2

HISTOIRE / MÉMOIRE

- II. Le Ghetto de Rome et les 50 kg d'or L. Arrighi 6
Comment j'ai cessé d'être juif lu / O. Gebuhrer 6
Oradour-sur-Glane. « Réconciliation » ? A. Korzec 4

MOYEN-ORIENT

- Géostratégie au Moyen-Orient M. Muller 3
Le mariage civil ... en Israël ? NM 3
État commun Conversation potentielle vu / L. Laufer 7

FRANCE

- Une Charte de la laïcité à l'École H. Levart 5

Chili

- Le Chili au cœur, en tout cas NM 3

LITTÉRATURE

- Giacomo Casanova et le monde juif G.-G. Lemaire 4

CULTURE

- CYCLE CINÉMA ET PROPAGANDE
I. Dès l'aube... L. Laufer 7

RETRAITE : NON AUX MESURES INJUSTES

Elles allongent la durée de cotisation, diminuent les pensions, remettent en cause ce droit pour les jeunes. D'autres solutions existent !



DERNIÈRE MINUTE

HASSAN ROHANI, nouveau président de la République islamique d'Iran, a déclaré

« Nous condamnons tout crime contre l'humanité commis au cours de l'histoire. Cela concerne les crimes nazis contre les juifs et les autres peuples... ».

LA POLITIQUE DU COUP DE MENTON ET LA QUÊTE DE L'AURORE

Editorial

La politique étrangère de la France, y inclus pendant l'après-guerre a connu des périodes haïssables ; on n'a pas souvenir d'un moment où elle fut tragiquement grotesque. Le gouvernement Hollande réussit la gageure, cela dit avec désespoir, de faire les deux. Les commentaires étant unanimes, ou peu s'en faut, sur ce dernier point, nous n'épilouernerons pas.

Que ceux qui aujourd'hui sont les héritiers de Munich, et accessoirement de la politique dite de non-intervention en Espagne au nom d'une conception faisandée du « pacifisme », ne viennent pas reprocher à la PNM d'être obstinément favorable à une solution politique en Syrie et à une solution sous égide de l'ONU et non sous les auspices de l'OTAN, dont chacune et chacun a pu mesurer les œuvres au bénéfice des peuples dans les conflits meurtriers des dernières années. Les crimes contre l'humanité ressortissent à un *Tribunal International* sous égide de l'ONU, pas de la canonnière aux relents nauséabonds.

Que personne ne vienne sous-entendre que

la PNM soutient en sous-main une dictature féroce. C'est d'autre chose qu'il est question. C'est au peuple syrien et à lui seul de décider souverainement de ses affaires. Ce que peut faire la communauté des nations est de favoriser les conditions qui donnent au peuple syrien les moyens de prendre en mains son destin, librement.

Si un humaniste musulman africain comme Abdou Diouf, Secrétaire actuel de l'*Organisation de la Francophonie*, déclare sans ambages qu'« il ne faut pas sous-estimer le danger djihadiste », pour insister sur la nécessité d'une solution politique, sachons l'entendre.

Une intervention militaire extérieure, non sollicitée, « punitive » de surcroît, aurait des conséquences incalculables au Proche-Orient en premier lieu, et au plan mondial éventuellement. Cette menace a reculé mais n'est pas écartée.

L'initiative russe a contribué à éviter temporairement que les cavaliers de l'Apocalypse ne prennent des décisions irréversibles. Ne la saluons pas comme un retour aux grands

principes, mais perdons d'urgence l'habitude de la Guerre Froide, faisant de la Russie un État aux intentions sataniques. Le monde bouge. Avec difficulté, l'Iran cherche à retrouver une place dans le concert des nations. Des esprits lucides aux États-Unis, proches de l'équipe dirigeante en ont pris note et n'entendent pas se laisser entraîner là où les ultras israéliens voudraient les conduire.

Dans le monde entier, et les États-Unis et la France en font partie, sous des formes différentes, les peuples veulent, exigent un autre horizon que les massacres de civils innocents, les destructions par les bombes, ils veulent que les gouvernements qu'ils se choisissent aient comme premier devoir de contribuer à améliorer leur vie, pas de se muer en « Terminator ».

Contribuons, fût-ce de façon modeste, à faire que l'espoir, partout, se lève. C'est la plus résolue des réponses aux semeurs de haine, aux adeptes du « choc des civilisations ».

Tel est et sera l'engagement de la PNM. ■

OLIVIER GEBUHRER

20 septembre 2013

CARNET

MARIE AUBER-
PEJSAKOWICZ (PERROT)
dite Moustic

C'est avec une grande émotion que nous avons appris la disparition de Moustic, née en 1931, sixième enfant d'une famille nombreuse, cinq filles et trois garçons. M. et Mme Pejsakowicz avaient bien avant-guerre été naturalisés français. Le père était militant communiste. Ces parents généreux ne pouvaient qu'être fiers de leurs enfants: dès le début de la guerre, plusieurs se sont engagés dans la Résistance. Monique, l'aînée des filles, avait rejoint les groupes de combat et la MOI à Lyon. Eliane, la seconde, avait milité activement dans un groupe de jeunes communistes juifs de la MOI puis avait rejoint son frère Marc à Lyon, dans le bataillon FTP-MOI Carmagnole. Anna, arrêtée pour faits de résistance, avait subi de terribles interrogatoires. Les plus jeunes, Moustic et deux de ses frères, furent cachés et échappèrent à la mort. Après-guerre, l'appartement de M. et Mme Pejsakowicz devint un refuge pour tous les amis de Marc, Eliane et Monique : gîte et couvert assurés. Marie Auber a pris le relai de ses aînés, active entre autres, dans l'Association des Enfants Cachés et dans l'AMEJD du 20^e. L'UJRE s'associe à la peine de ses filles, Brigitte et Sylvie, qui se sont tant occupées de leur mère depuis le décès de leur père, à celle de ses deux frères, Henri et Armand ■

ROBERT DÉCOMBE

Notre ami Robert vient de nous quitter le 9 septembre à l'âge de 83 ans. Pendant trente ans, sous son nom de plume Robert Joseph, il fut entre autres le rédacteur en chef de la PNM, responsabilité qu'il assura depuis 1982, date de la fondation du magazine jusqu'à 2003. Dans un article-mémoire (N° 300), il y écrivait notamment « *Au cours des trente années écoulées, les vents forts du racisme et de l'antisémitisme, n'ont pas connu de répit.* » Il ne mâchait pas ses mots. Dans le même article il écrivait : « *Que les pourvoyeurs de la Shoah rendent des comptes devant la justice a mobilisé la PNM et les militants de l'UJRE aux côtés des résistants, déportés et autres victimes, et du monde progressiste. Une action de longue haleine, rappelons-nous ! 21 ans de procédure pour Maurice Papon !* »

C'est dire le poids des oppositions qu'il a fallu vaincre, dans les milieux politiques et dans la magistrature. Paul Touvier, gracié par Georges Pompidou en 1971, condamné, après sa fuite, à la réclusion criminelle à perpétuité en 1994, mourra, malade en prison, en 1996. Il sera le premier français à être condamné pour complicité de crime contre l'humanité. René Bousquet, l'ami du président Mitterrand, n'a connu que dans les années 80 une procédure judiciaire ouverte à son encontre. Son assassinat en juin 93 nous a privés d'un procès qui pouvait éclairer maints aspects de la collaboration avec les nazis et pas seulement policière. Dans ce climat, le révisionnisme trouvait son blé à moudre et aussi de fortes oppositions. Les Faurisson, Rassinier, Plantin et autres ont tout de même été condamnés. »

Robert, avant de prendre, avec une maîtrise et un sens du combat que chacun lui reconnaît, les destinées de la PNM dont il avait fait un véritable joyau culturel et politique, avait été de 1977 à 1982 correspondant permanent de l'Humanité en Yougoslavie. En 2011, il publia un livre qui dénonçait la « guerre humanitaire » de l'Otan au Kosovo (1999). Profondément inscrit dans le combat laïc et progressiste, il avait repris à son compte mais en yiddish le leitmotiv de l'hymne polonais : « *la Pologne n'a pas disparu tant que nous sommes là* » ; pour Robert, cela devint « *Mir seinen do* ». Nous ne l'oublierons pas. Toute l'équipe de l'UJRE et de la PNM partage la peine de son épouse Armeline, ses enfants Liliane et Jacques, son frère Jean-Pierre, sa famille et ses proches, à qui elle présente ses plus affectueuses condoléances. ■

À LIRE

“ÉLOGE DE LA VIEILLESSE”

En lui souhaitant longue vie, « jusqu'à 120 ans », nous ne saurions mieux faire que de laisser notre ami billettiste, Jacques Franck, présenter lui-même le dernier ouvrage qu'il vient de publier :

Nous sommes plus nombreux à vivre plus longtemps. La vieillesse prend de l'ampleur. Il ne s'agit plus d'une brève période, antichambre de la mort. Les vieux deviennent vivaces, remuants, revendicateurs. Ils exigent une place dans la société et ne se satisfont pas du rôle de respectables reliques qui leur était souvent dévolu.

Ils veulent l'égalité dans tous les aspects positifs de l'existence. Ils l'ont déjà, et même au-delà, dans

les mauvais (maladie et misère). Les questions soulevées par cette profusion de « personnes âgées » sont nombreuses. Tant mieux.

L'auteur se prévalant du double titre de médecin généraliste racorni et de grand vieillard confirmé, s'autorise à traiter de ces questions sur un mode apparemment futile mais, en grattant un peu, non dénué de sérieux.

Il s'attache à en définir les contours, à en évoquer les maux, à

rappeler les protections dont elle bénéficie (trop peu), il en souligne les avantages et les inconvénients.

Il dit un mot – ou plusieurs – sur les religions et la politique. Il jette un œil par-dessus les frontières. En évitant toute tonalité tragique, il bavarde sur la fin normale et obligatoire de la vieillesse.

Enfin, il souhaite l'avènement d'une Nouvelle Vieillesse.

En quelque sorte une sénilité plus juvénile. ■

* Jacques Franck, *Éloge de la vieillesse*, L'Harmattan, Paris, 2013, 140 p., 14 €

À VOIR

Expo

Une exposition intitulée « *Les juifs étrangers ont défendu la France* » se tient du 2 au 12 octobre 2013, à la Mairie du 1^{er} arrondissement de Paris, 4 Place du Louvre, du lundi au vendredi, de 8h30 à 17h. Information : 01 44 50 75 01. ■

CINÉMA

Annonces de Nurith Aviv sur lequel nous reviendrons dans la PNM ; Room 514, huis clos effaçant de Sharon Bar-Ziv (voir critique sur notre site); Jimmy P, film passionnant et très émouvant d'Arnaud Desplechin ; Disponible en DVD : *Cinq caméras brisées*, le remarquable documentaire d'Erna Bunat et Guy Davidi (cf. PNM n° 305 d'avril 2013) chez Zeugma Films, 20 €. ■



LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidien en yiddish, *Néve Presse*
(Londres de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, PNM
depuis 1982 : mensuelle en français, PNM

éditées par l'UJRE

N° de commission paritaire 0634 G 89697

Directeur de la publication

Jacques LEWKO WICZ

Rédacteur en chef

Robert Wlos

Cover et de rédaction

Claude Bassé-Lederman, Jacques Dinet,

Olivier Gebuhrer, Patrick Kamenska,

Nico Moloobolicki

Administration - Abonnements

Secrétaire de rédaction

Tania-Raymonde Akman

Rédaction - Administration

14, rue de Paradis

75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 16

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : ujre@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>

(bulletin d'abonnement et téléchargeable)

Tarif d'abonnement :

France et Union Européenne :

6 mois 28 euros

1 an 55 euros

Etranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal

opas comme les autres so-

magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse

postale, date de naissance, mail et té liphone

PARRAINAGE

(10 € pour 3 mois)

J'offre un abonnement à :

Nom et Prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____

Courriel _____

LE PETIT NICOLAS EN YIDDISH*

Il était naturel que le Petit Nicolas, déjà paru dans plusieurs langues nationales, dont le corse et le breton, apprenne la langue paternelle et se mette enfin au yiddish. C'est chose faite depuis le 23 août. René Goscinny est en effet né à Paris d'une famille juive yiddishisante. Son père, Stanislas Simkha Goscinny, fils de rabbin, est ingénieur chimiste. Sa mère, Anna, est fille d'un éditeur ukrainien, Lazare Abraham Beiersma, auteur et imprimeur du premier dictionnaire yiddish-hébreu, paru en 1939. La famille quittera la France pour l'Argentine puis les États-Unis avant de revenir en France. ■

* René Goscinny - Jean-Jacques Sempé, traduit par Gilles Rozier et Sharon Bar-Kochwa, Ed. Imay, Paris, août 2013

L'UJRE s'associe à tous ceux qui soutiennent auprès de l'Unesco la proposition d'inscrire le *Pourim Chpil*** au Patrimoine immatériel de l'humanité. Rappelons que dans les patronages de la CCE auprès de l'UJRE, les enfants, déguisés en Oman, en Esther... célébraient chaque année cette fête par de joyeuses saynètes.

** Fête autour du livre d'Esther.



MOYEN-ORIENT

GÉOSTRATÉGIE par Michel Muller

Les détenteurs de la puissance d'État sont souvent frappés de désarroi face à l'irruption des peuples sur la scène d'action politique. Cette réalité a pris une importance toute nouvelle depuis que l'équilibre mondial de la terreur – l'affrontement entre deux blocs superpuissants – ne peut plus, ni être utilisé pour faire rentrer les « trublions » dans le rang, ni constituer l'efficacité d'une analyse géostratégique cohérente. Le concept de « guerre froide » ne permet plus de comprendre le mouvement du monde.

Et pourtant, au début de ce mois de septembre 2013, une nouvelle guerre a failli être déclenchée au Proche-Orient au nom, dit-on, des « Droits de l'homme », contre un dictateur « protégé par Moscou ». Est-ce par nostalgie du temps du dépècement de l'Empire Ottoman – « l'homme malade de l'Europe » – par les deux superpuissances coloniales de l'époque, la Grande-Bretagne et la France, en rivalité avec la Russie, que François Hollande et Laurent Fabius rêvent d'en revenir à la « diplomatie de la canonnière » pour « punir » Bachar el Assad ? Une gesticulation d'autant plus dérisoire qu'elle consiste à pousser les États-Unis et la Grande Bretagne à lancer le feu des missiles et des bombes sur la Syrie, ce que les forces françaises ne peuvent faire seules. Le rappel récurrent de la « victoire de nos forces au Mali » est tout simplement idiot : il ne s'agissait alors que d'empêcher de nuire (grâce à l'aide des moyens satellitaires US) quelques milliers de bandits de grand chemin et de narcotrafiquants équipés d'armes individuelles et de véhicules tous terrains... Quant au conflit libyen, l'aviation et la flotte US ont fait l'essentiel du « travail ».

Le soulèvement des peuples arabes contre leurs dictatures sclérosées, que l'Occident a protégées, lui a « explosé à la figure ». Tirant leurs enseignements du *Printemps de Tunis*, les puissances proconsulaires ont cru pouvoir « reprendre la main » par la bienveillance active envers les forces les plus rétrogrades et féroce ment néolibérales. Mais, à Tunis comme en Égypte, le Coran n'a pas été « la solution ». En Syrie, les puissances occidentales, inquiètes, a priori, du mouvement du peuple qui pourrait échapper à leur contrôle, ainsi que leurs alliés des monarchies féodales du Golfe et Israël – avec la participation non négligeable du régime de Bachar El



Assad – ont fait d'un soulèvement populaire pacifique une sanglante guerre civile. Tentant d'exploiter auprès de l'opinion l'effroyable gazage de centaines de personnes dans une banlieue de Damas, à l'image de ce qui avait réussi au lendemain du 11 septembre 2001, le président français et le Premier ministre britannique, doublant Obama, ont lancé l'idée de la « punition » armée. Mais, comme on dit, « le monde change ». Un nouvel événement a pris par surprise des pouvoirs sourds et aveugles : le refus de la guerre par les opinions publiques en Europe et aux États-Unis. En Grande-Bretagne, la démocratie a porté son fruit : la Chambre des Communes a voté contre la guerre, privant ainsi la Maison Blanche de son allié militaire essentiel.

La doctrine du « *Nation Building* » – le formatage de nations – développée par les idéologues états-unis a lamentablement échoué en Irak tout comme en Afghanistan. Ces guerres ont coûté au moins 1 500 milliards de dollars à l'économie états-unienne, entraînant une crise structurelle de l'économie capitaliste planétaire. Les États-Unis sont aujourd'hui embourbés dans une contradiction entre d'un côté, le complexe militaro-industriel (dont John Kerry est l'un des actionnaires), devenu le moteur actif de l'économie et le fournisseur de millions d'emplois, et de l'autre, le complexe politico-financier. D'un côté, on rêve d'un hégémonisme mondial militairement actif, et de l'autre on souhaite retrouver le paradis perdu des stabilités dictatoriales contrôlables, à l'instar du *Wall Street Journal* appelant de ses vœux, le 23 juillet dernier, la prise de pouvoir en Égypte d'« un Pinochet ». Mais les deux forces sont liées par une nécessité commune : « faire » de l'argent et donc, assurer la puissance de l'Empire.

Obama tente de son côté de dépasser cette difficulté, encore aggravée par l'impopularité de la guerre auprès d'une opinion publique « fatiguée », en proposant sa « nouvelle doctrine stratégique ». Celle-ci est fondée sur un retrait du devant de la

scène dans la gestion des crises, dont on laisserait faire les protagonistes aussi longtemps que les intérêts des États-Unis ne sont pas directement en cause, et sur le déplacement vers l'Asie du centre d'intérêt impérial. Le rapide développement de l'exploitation des pétrole et gaz de schiste du sous-sol nord-américain rend obsolète l'indéfectibilité de l'alliance avec les monarchies du Golfe. Contradictoirement l'alliance stratégique avec Tel-Aviv demeure le noyau du nœud gordien du Moyen-Orient, essentiellement pour des raisons domestiques dues au racket politique exercé sur les élus par le lobby pro-israélien de l'AIPAC.

Dans le même temps, alors que la Maison Blanche ne veut en aucun cas laisser l'Irak devenir une puissance régionale, l'ouverture de Téhéran à un dialogue avec Washington, bien accueillie par l'opinion US, vient contrecarrer les efforts des fous de guerre. Quant au régime de Netanyahu, il est dans une situation schizophrénique entre la rationalité d'éviter une guerre et la colonisation de la Palestine légitimée par la vocifération guerrière contre Téhéran accusé de vouloir provoquer « une nouvelle Shoah ». De leur côté, les dirigeants turcs, nostalgiques du temps où la Syrie était une *wilaya** de l'Empire Ottoman, tentent en vain de mobiliser une opinion publique, tout en craignant comme le feu, les conséquences d'une guerre ouverte avec le voisin.

La possible sortie de l'impasse a été apportée par la Russie. Elle a, en effet, tout intérêt à un règlement pacifique du conflit syrien, encore accru par la proximité géographique : la prolifération de bandes armées fanatisées recrutant dans les couches les plus misérables, à l'instar de nos « grandes compagnies » du Moyen-Âge, inquiète d'autant plus que les États du Caucase n'y sont pas imperméables. En outre Moscou a toujours considéré le Moyen-Orient et plus largement la Méditerranée comme des aires essentielles à la sécurité et la prospérité de la Russie occidentale. Ne serait-il pas temps que nos gouvernants se réveillent du cauchemar belliqueux et se rendent compte que la véritable gloire de notre pays n'est pas à trouver dans la guerre, mais à agir pour un véritable dialogue entre le régime d'Assad et ses opposants démocratiques, avec la participation de tous les États de la région et sous la garantie des Nations Unies ? ■

22 septembre 2013

* Division administrative

Chili

LE CHILI AU CŒUR, EN TOUT CAS



Hommage au Chili qui lutte aujourd'hui, à Victor Jara qui incarne cette lutte.

En 1937, un poète chilien, Pablo Neruda, qui voit Madrid sous les bombes titre « *L'Espagne au cœur* ». Titre repris il y a quarante ans lorsque Santiago est sous les bombes.

Tous ont le Chili au cœur en ce mois de septembre et célèbrent Allende, mort pour la démocratie le 11 septembre, non parce qu'il est mort mais parce que son idéal vit et qu'ils poursuivent son combat. L'équipe de Pinochet, ils le savent, fut mise en place par les États-Unis à la fois pour renverser un gouvernement de subversifs – le mot n'est pas de moi – et pour expérimenter les thèses du néolibéralisme. Pinochet, qui allait superviser l'application du Plan Condor, cette internationale de la mort, qui est responsable de dizaines de milliers de victimes en Amérique du Sud.

Hommage est aussi rendu à Victor Jara, homme politique, metteur en scène, poète, guitariste qui chanta « *El derecho de vivir en paz* : le droit de vivre en paix ». C'était à l'époque pour le Vietnam qu'il chantait. Le thème reste hélas d'actualité.

Victor Jara a été emprisonné et torturé au stade de Santiago. On a tranché les doigts agiles du guitariste avant de lui intimer l'ordre : « *Chante, maintenant !* ». Défi relevé. Il entonna l'hymne de l'Unité populaire, repris en chœur par une foule de prisonniers. L'hymne fut interrompu par le fracas des balles. C'était le 15 septembre. Victor avait, aura toujours 41 ans. Cette année, l'officier responsable de son assassinat a été incarcéré. La justice est un long combat.

« *Les morts restent jeunes* », écrivait Anna Seghers. Les idéaux également. En cette période où l'on a célébré les printemps arabes, espagnol, israélien, la presse fait étrangement silence sur la lutte opiniâtre du peuple chilien, sur le printemps par exemple de ces lycéens qui, à l'appel de leurs syndicats, ont occupé leurs lycées. Gardons ce Chili au cœur ! ■

NM

BILLET D'HUMOUR

RÉCONCILIATION FRANCO-ALLEMANDE ?

ORADOUR-SUR-GLANE, 04/09/2013. Cérémonie « historique » en présence des présidents français et allemand. Merci à **André KORZEC** de nous autoriser à reproduire son « courrier » publié dans l'Humanité.

Le terme de « réconciliation » utilisé par les médias me semble inapproprié. Après Auschwitz, Oradour, que peut-on pardonner, ou oublier ? Se réconcilier avec qui et de quoi ? On ne se réconcilie pas avec le fascisme hitlérien qui s'est immergé dans le capitalisme allemand et international dont il a poussé les objectifs d'exploitation et de dégradation humaines à l'extrême. Depuis un demi-siècle, responsables politiques, médias nous prêchent le même refrain : la réconciliation franco-allemande pour bâtir la paix. Et les dirigeants de l'Union européenne ne manquent jamais une occasion de nous le rappeler, surtout quand ils prennent des

décisions contraires à l'intérêt des peuples. Il ne viendrait à l'idée de personne de souhaiter la confrontation. « Plus jamais ça ! » clamaient les survivants de Verdun et les rescapés de l'Holocauste. Et pourtant ça continue : le sang de nombreuses victimes innocentes coule encore, pour des raisons religieuses, ethniques, économiques... Loin de moi l'idée de revanche ou de pardon ; ni victimisation, ni repli sectaire ne sont une solution. Et pourtant rien ne peut étayer l'idée qu'un peuple ou un être humain vient au monde programmé pour haïr son voisin et le détruire.. Alors pourquoi tant de haine ? Pourquoi dans les départements de l'Est, les enfants, dès les

bancs de l'école, sont-ils séparés par religion ? J'ai connu cela étant même et je me souviens qu'après le cours de religion catholique du curé on entendait dans la cour de l'école : « sale youpin t'as assassiné Jésus-Christ ». Aucun gouvernement, même celui du Front Populaire n'a eu le courage politique d'abolir ce système qui perdure. Alors, quand expliquera-t-on à l'école et dans les médias les causes réelles des guerres ? Les enfants d'aujourd'hui ne sont-ils pas capables de comprendre qu'un petit Palestinien vaut bien un petit Israélien dont les parents lui ont volé sa terre et sa liberté ? Que peut-on pardonner ou oublier quand non seulement il ne reste que peu de

choses des millions d'êtres humains réduits en cendres, mais qu'avec eux ont été détruits des siècles de culture dont ils étaient porteurs ? La première fois que j'ai rencontré des citoyens allemands après la guerre, je n'ai pas eu besoin de discours ni de commémoration pour leur serrer la main. C'étaient des antifascistes dont certains, rescapés des camps nazis. Le mot camarade trouvait tout son sens, nourri du même engagement pour la paix, la justice, la fraternité. Il faut sauvegarder le genre humain de la déshumanisation capitaliste et du poison nationaliste. Ce n'est pas une leçon de morale, c'est un engagement conscient de chacun. Il faut y travailler sans relâche. ■

LITTÉRATURE

GIACOMO CASANOVA ET LE MONDE JUIF par GÉRARD-GEORGES LEMAIRE



D'aucuns ont voulu faire de Giacomo Casanova le fils d'une Juive convertie. Cette hypothèse, comme d'autres plus ou moins aventureuses, n'a aucun fondement historique et tous les grandes spécialistes la réfutent. Mais Casanova lui-même s'est inventé une histoire judaïque en s'inventant un ancêtre lointain qui aurait été un marrane de l'Espagne d'avant Isabelle la catholique : « L'an 1428 D. Jacobe Casanova né à Saragosse, capitale de l'Aragon, fils naturel de D. Francisco, enleva du couvent Da Anna Palafox le lendemain du jour qu'elle avait fait ses vœux. » Cet homme se serait illustré en devenant le secrétaire du roi Alphonse. Les Palafox sont une ancienne et illustre famille aragonaise d'où est issu le général qui sera le vainqueur de Napoléon I^{er}. Étrange invention de l'auteur qui se veut descendant d'un Juif converti et d'une aristocrate espagnole ! Il est vrai que Jacobe s'est souvent traduit en italien par Giacomo. Mais les choses n'en restent pas là. Casanova prétend avoir fait ses études de droit en une année et être devenu docteur à l'âge de seize ans : « ...ayant eu dans le civil le point de testamentis et dans le canon utrum Hebraei possint novas sinagogas ». Le narrateur se moque-t-il de ses lecteurs quand il se demande si les Juifs peuvent construire de nouvelles synagogues (sous-entendu : en Vénétie) ? Cet exploit accompli, le jeune homme prétend se destiner à la médecine, bien qu'on lui ait conseillé d'enfiler la robe de l'avocat ecclésiastique. La relation que Casanova a pu entretenir avec les Juifs qu'il a rencontrés au cours de son existence errante est souvent partie

d'un préjugé négatif à leur rencontre pour se transformer ensuite en une opinion plus favorable. La preuve en est donnée dans un des épisodes qu'il narre par le menu d'un voyage qu'il entreprend pour se rendre à Ancône : dans un voiturin, il fait la connaissance d'un pauvre Juif avec lequel il engage la conversation («... malgré la résistance de mon humeur »). Le lendemain matin, ce dernier lui demande pourquoi il est hostile à sa nation. Il lui répond que c'est parce que «...vous êtes nos ennemis par principe de religion. Vous vous croyez en droit et même obligés de nous tromper ; vous ne nous regardez jamais comme des frères. Avons-nous besoin de recourir à vous pour nous procurer de l'argent, et vous nous écrasez d'usures ; en un mot, vous nous laissez et vous croyez accomplir un devoir. – Vous êtes dans l'erreur, Monsieur, reprit-il, accompagnez-moi à la synagogue, et vous entendrez prier Dieu pour les chrétiens nos frères. Vous nous entendrez même appeler ses bénédictions sur le pape, notre souverain. – Oui, lui dis-je, la prière sera sur vos lèvres ; mais c'est le cœur et non la bouche qui doit prier. Convenez que les Juifs, s'ils étaient les maîtres, se garderaient bien de prier pour les chrétiens, ou je vous jette hors de la voiture. Je le surpris beaucoup en lui citant en hébreu plusieurs passages de l'Ancien Testament, qui ordonnent aux Israélites de maudire leurs ennemis en toute occasion, et de leur faire tout le mal imaginable. Dès ce moment, le pauvre Juif n'ouvrit plus la bouche. » Malgré cet échange assez vif, Casanova est allé habiter chez lui et est devenu son ami.

Il eut d'excellents rapports avec sa famille. En somme, il a voulu, en partant d'idées reçues, montrer que les Juifs étaient des personnes aussi respectables que les chrétiens. Plus étrange encore, l'auteur de l'«Éloge de M. de Voltaire par différents auteurs» (1779) a imaginé un dialogue entre un philosophe et un théologien où il relate les rapports originels entre le peuple juif et des chrétiens, qui se distinguèrent de ces derniers : « Et voilà l'origine de trente ou quarante évangiles, dont chacun narrait une vie de J.-C., tous avec des différences essentielles. Ils contenaient cependant tous une quantité de miracles, tous incroyables, qu'ils attribuaient à leur fondateur. Ce fut alors qu'apparut une Rapsodie dont le titre fut Sepher Toldos Jeschut. Ce petit livre contenait beaucoup de prodiges, et était peut-être extravagant comme tous les évangiles qui couraient, mais il faut avouer que ce qu'il dit est plus conforme à la raison que tout ce que disent les autres. On y lit que Jésus était fils d'une femme nommée Miria, ou Maria, car chacun y lisait la voyelle à sa fantaisie, et que cette Maria était la femme, à Bethléem, d'un pauvre artisan appelé Jocanam. On y dit qu'un soldat nommé Joseph Pander devint amoureux d'elle, qu'il l'engrossa, et que son mari Jocanam, au désespoir, s'est enfui à Babylone où plusieurs Juifs se trouvaient encore. Le fils que Maria mit au monde fut déclaré bâtard par les juges de la ville. [...] Vous voyez qu'il est plus vraisemblable que Miria ait été rendue grosse par un soldat que par un orage arrivé par l'air pour lui faire compliment de la part de Dieu précisément comme Mercure

qui annonça Jupiter à Alcmène... » La bizarrerie de la chose est que l'écrivain ait eu une bonne connaissance du *Sefer Toledot Yeshou* (le Livre des engendrements de Jésus) qui a connu de nombreuses versions. Il est à peu près certain qu'il n'a pas été écrit avant le II^e siècle de notre ère. Tertullien est le premier à reprocher aux Juifs d'avoir composé ce texte blasphématoire. Il a été rédigé en araméen, mais il en existe des versions en hébreu, en judéo-persan, en arabe, en yiddish. L'archevêque de Lyon, Agobard, en signale l'existence à la fin du IX^e siècle. L'ouvrage a été traduit en latin par le dominicain Raimond Martin au XIII^e siècle et Porchetus Silvaticus l'a repris pour un de ses traités. Il ne fait aucun doute que cette traduction a servi l'Inquisition pour persécuter les Juifs et les faire condamner. Les protestants ont fait de même au XVII^e siècle avec les écrits polémiques de J. C. Wagenseil. Comme Voltaire, Casanova a utilisé la culture et la religion juives pour fustiger les dérives de l'Église. Mais ce que Voltaire a écrit sur ce chapitre en de multiples occasions, dans son *Dictionnaire philosophique* ou ses *Essais sur les mœurs*, en démontrant que la Bible n'est qu'une somme d'aberrations criminelles et injustes, le Vénitien l'a joué en faveur de la diaspora juive, un peu à l'image d'une de ses bonnes relations, le prince de Ligne. ■

* **Casanova**, *Histoire de ma vie*, tome I sous la direction de Marie-Françoise Luna avec la collaboration de Gérard Lahouati, Furio Luccichenti, Helmut Watzlawick Éd. Bibliothèque de la Pléiade, NRF, Gallimard, 2013, 1376 p., 65,50 €

LAÏCITÉ

UNE CHARTE DE LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

par HENRI LEVART

En 1973, le dictionnaire Flammarion définissait encore « le laïc » ou « la laïque » comme n'étant ni ecclésiastique ni religieux : une définition aussi simpliste qu'erronée. Dans son tout récent ouvrage *La laïcité n'est pas ce que vous croyez**, Pierre Dharéville souhaite retrouver la force d'un combat laïque apaisant et émancipateur. « *La laïcité, écrit-il, n'est pas un anathème frappant d'obscénité toute conviction religieuse* ».

Avant que l'on n'en vienne à un tel constat, la laïcité dont le terme n'existait pas encore, s'est frayée un long chemin.

Sans évoquer les ruptures religieuses antérieures, Louis XIV, après avoir révoqué l'Édit de Nantes qui, courageusement novateur, n'était qu'un acte de tolérance, prononce la fameuse sentence, emblématique de son absolutisme : « *Une foi, une loi, un roi* ». L'Église catholique n'a pas seulement exercé un magistère moral. Elle a directement participé aux pouvoirs autocratiques.

Jaurès pourra dire plus tard, à propos du protestantisme : « *Celui qui rénove le ciel rénove la terre* ». Le théologien protestant Jean Baubérot pense aujourd'hui que : « *Si la laïcité n'est pas aussi un mouvement d'émancipation face au pouvoir quasi religieux pris pas l'ultra-capitalisme, alors elle se trouve en crise et conduit à fabriquer des victimes au lieu de fabriquer des égaux* ».

L'égalité, au cœur du triptyque républicain, est fécondée durant le siècle des Lumières. Voltaire s'engage corps et âme dans l'affaire Calas. Mirabeau, quant à lui, s'exclame : « *Le gentilhomme et le bourgeois, l'artisan et le laboureur, le militaire et celui qui ne l'est pas, le savant et le non lettré, posent des barrières entre eux qui, cependant habitent et servent le même pays... le chrétien et le circoncis, soit juif, soit musulman, sectateur d'Ali, d'Omar ou de Calvin... s'écartent les uns des autres. Le grand et noble emploi du gouvernement consiste à faire en sorte que chacune de ces divisions tourne au profit de la grande société, du moins au plus vif degré d'at-*

tachement pour elle fondé sur une plus grande jouissance de la liberté. »

La laïcité n'était-elle pas en germe ?

Nous sommes bien loin des soi-disant attachements du *Front National* à la laïcité quand sa présidente compare les musulmans en prières à l'occupation nazie. Nous en sommes bien loin avec les propos identitaires de Sarkozy sur les origines chrétiennes de la France, sur le « choc des civilisations », sur la laïcité positive.

La liberté de conscience, la neutralité de l'État prônée par l'article 10 de la *Déclaration des droits de l'homme* de 1789, est enrichie par Robespierre quand, prenant la parole en faveur des Juifs il proclame : « *Comment l'intérêt social pourrait-il être fondé sur la violation des principes éternels de la justice et de la raison, qui sont la base de toute société humaine ?* »

L'intérêt social, voilà qui est dit par l'éminent révolutionnaire, il y a de cela plus de deux siècles. La Commune ne manquera pas de s'en inspirer. Jaurès, plus tard, sera celui qui montrera qu'égalité des droits, laïcité et démocratie sont indivisibles. Tout en défendant et en développant les principes et les valeurs de la République, il sera toujours présent sur le front des luttes sociales et populaires. Il se rangera aux côtés des dreyfusards dans cette âpre confrontation qui se déroula simultanément à celle portant sur la séparation entre les Églises et l'État.

Coïncidence significative : Dreyfus sera réhabilité en 1906, un an après l'adoption de la fameuse loi. Cette année est-elle, pour autant, une date butoir, l'achèvement d'un processus ? Non, après la Libération, la Constitution de 1946 en énonce l'emploi. La France est le seul pays au monde où la laïcité est actée juridiquement. De multiples manœuvres

ont été menées à l'occasion du centenaire de la loi de 1905, visant, en dévoyant son sens, à diviser la population et à salir la dignité d'une partie d'entre elle.

L'actuelle *Charte de la laïcité* affichée dans les écoles suscite également d'après affrontements succédant à ceux qui ont porté sur le voile, il y a quelques années, suivis de l'ignoble campagne contre le

halal. Au cours du débat sur la laïcité qui s'est tenu à la récente *Fête de l'Humanité*, l'un des intervenants a rappelé que la laïcité ne décrète pas des interdits et que le piège est de toujours poser le thème de la laïcité en rapport avec l'Islam. Certes, l'islamophobie, les communautarismes, les intégrismes et les cléricatismes sont de nature à empêcher les liens de solidarité, la construction d'une conscience de classe. Bien que la *Charte sur la laïcité à l'école* laisse maintes questions en suspens, il convient d'apprécier que la liberté de conscience y soit réaffirmée ainsi que la non-discrimination des cultes, afin de préserver un climat de sérénité.

Pourtant, restons vigilants.

François Hollande n'a-t-il pas prononcé cet été une phrase suscitant la perplexité : « *La France sait que l'Islam et la démocratie sont compatibles* ».

Question sous-jacente : la France le sait mais les musulmans, eux, le savent-ils ?

Père, gardez-vous à droite ! Gardez-vous à gauche !

Si la laïcité est une modernité, elle appelle donc à une plus grande ambition émancipatrice.

Souhaitons que sa charte soit suivie d'effets concrets permettant aux générations futures de vivre, dans le respect des différences, des lendemains qui chantent. ■

* Pierre Dharéville, *La laïcité n'est pas ce que vous croyez*, Éd. de l'Atelier, 2013, 144 p., 16 €

MARIAGE CIVIL

LE MARIAGE CIVIL EST-IL POSSIBLE EN ISRAËL ?

En 1963, une proposition de loi tendant à légaliser le mariage civil pour les couples étant dans l'impossibilité de se marier selon la loi mosaïque, proposition principalement soutenue par la gauche, a été repoussée par 17 voix contre 13.

En septembre 1976, la Knesset a repoussé par 58 voix contre 18 une proposition de loi allant dans le même sens et présentée par Gideon Hausner, qui fut l'un des procureurs du procès Eichmann. Ce vote préservait le monopole du rabinat sur les questions d'état-civil, dont le mariage et le divorce.

En 2012, une proposition de loi visant à instituer le mariage civil, y compris dans le cas de mariages « gays » a été repoussée. Et pourtant... depuis 1951, les autorités israéliennes reconnaissent le mariage civil, y compris entre personnes de même sexe, lorsque celui-ci a été conclu à l'étranger, de même que les mariages mixtes, conclus entre personnes de confessions différentes. Dix pour cent des mariages ainsi conclus en 2000 ont été reconnus. La plupart des gens vont se marier à Chypre.

En 2010, Israël a également reconnu le mariage de 30000 personnes sans confession religieuse. Il reconnaît neuf églises chrétiennes. Quant aux mariages musulmans, ils relèvent des autorités religieuses (sunnites, pour la plupart). Ceux qui critiquent la législation israélienne sur le mariage font valoir qu'elle n'est pas conforme à l'article 16 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* aux termes duquel « *à partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille.* »

En 2009, l'Université de Tel-Aviv a réalisé un sondage d'où il ressort que 65% des juifs israéliens sont favorables au mariage civil, cependant que 70% d'entre eux déclarent qu'il est important pour eux de se marier à la synagogue. Ces résultats semblent indiquer que l'institution du mariage civil ne porterait pas atteinte au caractère juif de l'État, puisque la majorité de la population juive israélienne continuerait de se marier à la synagogue. ■

RACHAEL GELFMAN SCHULTZ

[Article du 8/9/2012 in *Jewdayo* publié par Lawrence Bush, rédacteur en chef de la revue progressiste américaine *Jewish Currents*. Traduit par Nicole Mokobodzki]

HISTOIRE

II. LE GHETTO DE ROME ET LES 50 kilos d'OR par LEONARDO ARRIGHI

Nos lecteurs ont lu dans la PNM de juin (n° 307) la première partie d'un article historique consacré à l'Italie, intitulé : « I. Le fascisme et le cheminement vers les lois raciales ». En voici la suite :

L'abandon de la ville de Rome (la capitale !) par le roi Vittorio-Emanuel III et par le nouveau chef du gouvernement, le maréchal Badoglio, est l'une des pages noires de l'histoire de l'Italie moderne. L'incapacité d'un roi à prendre ses responsabilités, la lâcheté dont il fit preuve au moment où il s'agissait d'assumer les tâches imposées par les événements, élargirent le gouffre qui s'était creusé entre lui et une population déjà gravement éprouvée. La capitale représente, au moins sur le plan symbolique, le cœur battant d'une nation : voir Rome tomber dans les mains criminelles des nazis est difficile à accepter. Mais la complète absence d'initiative du souverain est encore plus insupportable. Si Victor-Emmanuel avait décidé de rester dans la capitale, il aurait donné un exemple inestimable, surtout de la part d'un souverain qui avait commis des fautes impardonnables, qui s'était montré indécis et dépourvu d'un authentique esprit national.

Avant de réfléchir sur la tragédie qui s'est abattue sur les Juifs romains, il est indispensable de s'arrêter sur certains événements qui ont accompagné la chute de la ville. Le 19 juillet 1943, c'est le premier bom-

bardement des Anglo-Américains. Il fait 1 500 victimes et des milliers de blessés. Le quartier San Lorenzo subit de graves dommages. Le 13 août, la ville est frappée par une nouvelle attaque aérienne. Le lendemain, le gouvernement de Badoglio déclarait Rome « ville ouverte » pour tenter de la préserver en retirant le commandement militaire et les forces armées. Cette décision résolvait un problème, mais laissait entiers les autres. Le comportement du roi mit un terme aux espérances romaines quand le 8 septembre, au lendemain de la signature de l'armistice avec les Alliés, Vittorio-Emanuel III et Badoglio abandonnèrent la capitale pour se rendre à Brindisi, qui devint la capitale éphémère d'un petit royaume du Sud. Le fils du roi, Umberto, voulut demeurer à Rome pour la défendre et négocier sa sauvegarde. Mais son père fut inflexible et le contraignit à le suivre, souillant de manière irréparable le lien sacré qui rattache un peuple à son souverain. Le 10 septembre, les troupes allemandes occupaient Rome : une période terrible allait s'ensuivre. Un des faits les plus marquants de cette occupation concerne le sort des Juifs.

Le 26 septembre, le S.S. Herbert Kappler, commandant de la police militaire à Rome, convoqua le président de l'Union des communautés juives, Dante Almansì, et le président de la communauté romaine, Ugo Foà. Kappler leur fit une proposition qui allait se révéler un piège malfaisant : « *Nous vous considérons comme un groupe séparé, mais non isolé, des pires ennemis que nous combattons et nous devons vous traiter comme tels. Mais ce ne sont pas vos vies ou celles de vos enfants que nous prendrons si vous n'accédez pas à nos exigences. C'est votre or que nous voulons pour donner des armes nouvelles à notre pays. Vous devrez apporter cinquante kilos d'or d'ici trente-six heures. Dans le cas contraire, nous vous arrêterons et vous déporterons en Allemagne.* » Ce sordide marchandage humain et ce chantage arrogant ont porté leurs fruits. L'or fut livré. En vain. Aux premières lueurs du 16 octobre, les Allemands investirent le ghetto de Rome et s'emparèrent de 1 007 Juifs qui furent immédiatement envoyés dans des camps de rassemblement (Fossoli, Vérone, Bolzano) d'où ils partirent pour les camps de la mort. Quinze seulement devaient



Piazza Barberini : la fusillade terminée, les rafles commencent le 23 mars

en revenir. La fausse offre des nazis n'est que la première des atrocités commises contre les Juifs. Les victimes de la déportation n'avaient pu s'empêcher de nourrir le secret espoir d'être sauvées grâce à la remise de cette énorme rançon*, espoir qui fut bafoué. Il devait y avoir, ensuite, les représailles contre l'attentat de la via Rassella commis le 23 mars 1944, qui coûta la vie à trente-deux soldats allemands. On désigna 335 otages, parmi lesquels bon nombre de Juifs. Ils furent tous exécutés le lendemain, l'un après l'autre, dans les Fosses ardeatines, aux environs de Rome. A la fin du même mois, Kappler fit fusiller des hommes et des femmes au sein du ghetto. ■■■ (à suivre)

Traduit de l'italien

par GÉRARD-GEORGES LEMAIRE

* Il faut savoir qu'une partie de cet or fut donnée par le Vatican

« COMMENT J'AI CESSÉ D'ÊTRE JUIF »

On a dit dans ces colonnes à quel point les grands livres de Shlomo Sand tels que « *Comment le peuple Juif fut inventé* », puis « *Comment la Terre d'Israël fut inventée* » constituaient des apports irremplaçables au plan historique, le second, de plus écrit dans une langue somptueuse, en un mot, des œuvres incontournables. Hélas, celui-ci n'est pas de la même veine et pour tout dire, on ne peut éviter un profond sentiment de malaise. Shlomo Sand fait retour sur sa propre histoire ; il veut débarrasser l'esprit de tout ce qui l'encombre lorsqu'il est tourné vers le passé : lui importent aujourd'hui les victimes d'aujourd'hui. On peut facilement le suivre jusque-là. On peut encore le suivre lorsqu'il ne lui est plus supportable de se voir attribuer une « citoyenneté » de Juif dans un État qui penche sans cesse davantage vers l'apartheid. Là n'est pas le problème, a fortiori dans les colonnes de la PNM.

Mais sa longue diatribe visant ceux qu'il nomme « *les juifs laïcs* » est

étrange à plus d'un titre. Les juifs n'ont pas l'exclusivité du martyre. Shlomo Sand a certes raison de s'insurger contre une vision exclusive des massacres sans nom perpétrés par le nazisme, qui devaient rayer des populations entières de la surface de la terre au premier rang desquels Juifs et Tziganes. Cela, à nouveau, n'est pas un sujet de désaccord.

Mais à aucun moment on ne trouvera le rappel que le nazisme c'était, le texte même de l'*Affiche rouge* est là pour le rappeler, le combat contre le « judéo-bolchevisme ». Dans ce terme, on trouve tout autre chose que l'aboutissement de longs siècles de judéophobie en Europe.

Shlomo Sand rappelle qu'il a fait sien le mot de Ilya Ehrenbourg selon lequel se dire juif a un sens tant que le dernier antisémite n'a pas disparu. S'il abandonne cette position aujourd'hui, c'est d'une part, il le souligne, que dans la plupart des pays de l'Europe anciennement judéophobes, cet aspect aurait disparu et serait à ce point condamné

publiquement qu'il ne serait plus possible de déclarer ouvertement son antisémitisme et d'autre part, qu'en Israël, à cause de la politique actuelle, déclarer être juif s'apparente peu ou prou au soutien sans condition de cette politique.

Mais Shlomo Sand qui, maintenant, a une forte tendance à ne pas inscrire ses idées dans le champ politique et de plus, à expliquer à toute occasion qu'il est aussi guéri du « communisme », ne voit pas l'un des terrains d'affrontement en Europe. L'islamophobie, l'arabophobie, ont certes pris les devants de la scène mais il est dupe de cette transformation. Le soutien de l'extrême droite à la politique israélienne actuelle dissimule, habilement sans doute, qu'il ne s'agit de rien d'autre que de « *combattre les Arabes jusqu'au dernier Juif* ». L'antisémitisme affiché est banni mais ses racines de classe demeurent. De cela, Shlomo Sand ne veut entendre parler. Citoyen israélien et



« *Si des Français pillent, volent, sabotent et tuent... ce sont toujours des Juifs qui les inspirent... C'est le rêve mondial du sionisme juif...* »

grande voix intellectuelle, on comprend son combat pour autant qu'il s'agisse d'Israël.

Quand à le rejoindre, c'est là chose impossible : il suffit de voir le regard, si ce n'est pire, chez un quelconque interlocuteur qui vous demande votre nom, pour peu qu'il n'ait pas été altéré. Il n'y a pas que chez les juifs que le regard a un sens. On peut passer outre devant la question muette, mais on peut très légitimement considérer que ni Ehrenbourg ni Sartre n'ont fait leur temps. ■ OG

* Shlomo Sand, *Comment j'ai cessé d'être juif*, Flammarion, Paris, 2013, 138 p., 12 €

ÉTAT COMMUN - CONVERSATION POTENTIELLE (1)

de Eyal Sivan

Le réalisateur choisit le dispositif de *split-screen*, scindant l'écran en deux de manière à pouvoir représenter deux actions simultanées, procédé classique utilisé dès 1901 pour figurer les conversations téléphoniques. Sivan montre ainsi la parole et l'écoute de deux personnes situées comme en face-à-face. Sans interruption, durant plus de deux heures, des personnalités palestiniennes ou israéliennes se succèdent dans une mise en scène de la parole sur l'avenir israélo-palestinien qui rebute ceux qui connaissent peu le sujet. Les intervenants défendent l'idée que l'État commun est la seule solution politique et que la lutte nationaliste pour un État palestinien séparé constitue une impasse. Michel Warschawski nuance le propos et fait remarquer que quelle que soit la forme que l'État prendra à l'avenir, la juste lutte passe d'abord par l'exigence de l'égalité des droits.

Sivan a convié ici des intellectuels palestiniens ou israéliens dont les conditions de vie me semblent assez différentes de celles que vit la grande masse du peuple palestinien, un choix qui fait fi de la dichotomie qui a toujours existé entre Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur, la rupture ayant toujours été forte entre l'élite de la résistance et la population palestinienne, entre ceux qui veulent continuer la lutte armée et ceux qui cherchent une solution politique.

Plusieurs questions devant ce film : à la différence de la lutte contre l'*apartheid* en Afrique du Sud (souvent mentionnée ici), la lutte du peuple palestinien n'est-elle pas une lutte de libération nationale ? Quel rôle politique tient la question démographique, rôle ici, à tort, nié ? Peut-on faire fi de l'exercice du droit



à l'autodétermination et à la souveraineté ? Comment reconnaître positivement l'existence de l'identité palestinienne ?

Les perspectives politiques pour une solution du conflit évoluent en fonction de l'histoire et de la géographie politique de la région. Si *in fine*, on peut s'accorder sur l'idée de construire dans le futur un État commun, loin de moi l'idée de nier l'intérêt d'une telle piste de travail, cette perspective relève, dans l'immédiat, du péremptoire.

Depuis des dizaines d'années, les guerres entreprises par Israël ont voulu effacer l'identité palestinienne et briser les structures que son peuple s'est créées, aussi reconnaître l'existence de cette identité et soutenir sa revendication d'un État est le moindre des justes droits. En 1969, l'OLP s'accordait sur l'adoption



d'un programme pour une société libre et démocratique en Palestine où coexisteraient chrétiens, juifs et musulmans. Le peuple palestinien se plaçait là au cœur d'un projet qui suppose la possibilité de reprendre possession de l'espace palestinien. Quand bien même cette reprise de possession serait avant tout d'ordre symbolique, et sans exigence en terme territorial, sa reconnaissance s'avère incontournable. ■

Cycle "CINÉMA ET PROPAGANDE"

I. DÈS L'AUBE

Nous avons demandé à notre chroniqueuse de cinéma, Laura Laufer, d'ouvrir un nouveau cycle consacré au thème du cinéma et de la propagande. Vaste sujet que plusieurs ouvrages tendent à réduire au seul cinéma de guerre ou aux films de production d'État. Où l'on verra que dès l'aube du cinéma, la propagande était déjà là... PNM

Le cinéma est un divertissement, une industrie, un média et parfois un art. Ses débuts ont créé, volontairement ou fortuitement, des images modèles souvent encouragées par les politiques culturelles et les films ont, dès leur apparition, accompagné et commenté l'histoire contemporaine, constituant de véritables enjeux de pouvoir pour les groupes économiques comme pour les États. Dès 1898, le cinéma est utilisé dans le cadre d'un conflit armé. Lors de la guerre hispano-américaine, les opérateurs américains enregistrent à La Havane des images plaidant en faveur de l'intervention militaire. Des dizaines de faux documentaires seront réalisés par la suite pour exalter l'action de l'armée américaine. Au cours de cette guerre, les deux camps produiront chacun leurs images concurrentielles. Par les choix de mise en scène (place de la caméra, découpage, montage, direction d'acteurs, scénario, dialogue, commentaire...), celui ou celle qui filme nous offre son regard sur le monde avec le reflet de ses contradictions idéologiques.



Qui filme, pour qui, au nom de qui et pourquoi ?

Il existe trois versions de *La sortie des usines Lumière* et c'est la troisième qui fut montrée dans le programme du premier spectacle cinématographique.

Les frères Lumière travaillaient dans la branche de la chimie (industrie photographique et pharmaceutique) et développant leurs usines, ils occupaient la troisième place dominante du marché lyonnais, après l'ancêtre de Rhône - Poulenc. Leurs ouvriers manipulent des produits toxiques et dangereux, tels les acides.

La sortie des usines Lumière, film qui fondera le modèle du genre documentaire, est en vérité mis en

scène par Louis Lumière et le choix de son sujet, valorisant l'entreprise familiale, en fait aussi de manière incontestable un film publicitaire. La première version du film montre des ouvriers (majoritairement des ouvrières) sortant de l'usine en habits de tous les jours, pressés et ne regardant à aucun moment la caméra, ce qui prouve que les ouvriers ont reçu l'ordre de ne pas regarder cet objet qui à ses débuts suscitait toujours un regard de curiosité. La deuxième et la troisième version de *La sortie de l'usine Lumière à Lyon* (1895) offre à voir de gaies ouvrières en amples robes du dimanche et portant des chapeaux ornés de rubans pour certaines d'entre elles. Un ouvrier à bicyclette, canotier sur la tête, sourit. Les ouvriers sortent marchant en diagonale alternée vers la gauche, puis à droite. La vitesse de leurs pas a été répétée pour que l'opérateur photo, en l'occurrence Louis Lumière, puisse finir le métrage de pellicule contenu dans la caméra au moment où se referme la porte de l'usine. Cette scène ne montre au-

cune trace de misère ou de fatigue, alors que les conditions de travail étaient réputées dures dans les usines Lumière. En vérité, Louis Lumière a filmé ses ouvrières un jour de congé, le dimanche, au sortir de la messe. Cette sortie d'usine deviendra une image modèle, un motif récurrent au cinéma pour figurer le travail. Pourtant, la caméra s'arrête ici à la porte de l'usine et ce qui se passe à l'intérieur, le travail, demeurera longtemps le point aveugle du cinéma. Il faudra attendre la vision d'enfer dantesque du *Métropolis* (1927) de Fritz Lang pour voir une première représentation du travail à la chaîne et de sa violence. Il existe, on le voit, dès l'aube du cinéma, une imposture consistant à montrer la réalité sans dire qui regarde, et prétendant que ce que le spectateur voit est le fruit du hasard et non un geste délibéré de mise en scène. Dans *La sortie des usines Lumière*, Louis Lumière édifiait au cinéma le premier regard que la bourgeoisie porte sur la classe ouvrière. ■■■

(à suivre)



II. LA « KAZERNE DOSSIN » PAR JO SZYSTER

En ce début d'année (voir PNM n° 302 et 304), nous lançons le cycle évoquant "Les pages belges de la Naïe Presse", parues chaque semaine en yiddish, de 1947 à 1951. Ces pages concernaient "la vie juive en Belgique"... Notre correspondant poursuit aujourd'hui en nous présentant ce que fut le "Drancy belge":

Le 26 novembre 2012, le Ministre-Président de la Communauté Flamande de Belgique inaugurerait, en présence notamment du Roi Albert II de Belgique et de l'ambassadeur de France à Bruxelles, Bernard Valero, le Centre de Documentation sur l'Holocauste et les Droits de l'Homme, qui remplace l'ancien Musée juif de la Déportation et de la Résistance (MJDR), naguère installé dans une partie de l'ancienne caserne Dossin. C'est de cette dernière que je me propose de parler aujourd'hui, car ce lieu intéresse aussi directement la France.

En juin 1942, l'administration militaire allemande met à la disposition de la Sipo-SD une caserne de Malines construite à la fin du 18^e siècle. Malines se situe à mi-distance de Bruxelles et d'Anvers, les deux villes où réside la grande majorité des Juifs de Belgique. En outre, elle est située sur la ligne de chemin de fer qui relie Bruxelles à Anvers. Ajoutons qu'un embranchement de la ligne longe la caserne Dossin et se dirige vers Louvain, et de là vers l'Allemagne et... l'Europe de l'Est. On le voit, Malines est l'endroit idéal pour y regrouper les Juifs et les Tziganes qui, voués à l'extermination, doivent être déportés à Auschwitz-Birkenau.

Or, ce sont non seulement les Juifs de Belgique mais également une partie des Juifs de France qui vont se retrouver à Dossin. Pourquoi cela ? Parce qu'en 1940, après l'occupation éclair de la Belgique par l'armée allemande, un même gouvernement militaire, dirigé par le général Von Falkenhausen, est instauré pour la Belgique et une partie du nord de la France. A partir de là, les Juifs et les Tziganes arrêtés dans le nord de la France sont tout logiquement envoyés à Malines.

En juillet 1942, le SS-Sturm-bahn-führer Philipp Schmitt responsable du camp de Breendonk situé près d'Anvers est chargé d'organiser le rassemblement des Juifs qui doivent être déportés immédiatement à Auschwitz-Birkenau. Il se voit affecter à cet effet la caserne Dossin. C'est un bâtiment de trois étages en forme de quadrilatère avec une grande cour intérieure,

une sorte de Drancy en plus petit. La gestion du camp est assurée par une douzaine de SS allemands et autant de SS flamands. Le personnel administratif est composé de prisonniers juifs dont quelques femmes polyglottes destinées à assurer l'accueil.

La déportation des Juifs à partir de Malines a ceci d'exceptionnel que l'on connaît à l'unité près le nombre de Juifs et de Tziganes qui furent internés à la caserne Dossin, le nombre des personnes qui ont pu s'échapper des trains en marche, le nombre de déportés qui ont été gazés dès leur arrivée à Auschwitz, de ceux qui ont été sélectionnés pour le travail et le nombre des rescapés. J'expliquerai plus loin pourquoi ces chiffres sont connus avec une telle précision. Retenons qu'entre le 4 août 1942 et le 31 juillet 1944, ce sont environ 25.000 Juifs et 350 Tziganes qui partent de Malines. Seize mille Juifs, en majorité des femmes et des enfants, sont gazés dès leur arrivée à Auschwitz ; 8 150 déportés mourront du fait de mauvais traitements, dont la totalité des Tziganes. Au moment de la Libération, on compte environ 1 200 rescapés. La Belgique est encore exceptionnelle à un autre titre : c'est, à notre connaissance, le seul pays d'Europe où un convoi de Juifs ait été attaqué par des résistants et immobilisé, le temps que certains déportés sautent du train.

Dans l'immédiat après-guerre, la caserne Dossin est récupérée par l'armée belge. Dans les années 80, elle est revendue par l'armée et reconverte, pour l'essentiel, en logements. Cependant une petite partie, située sur l'un des côtés du quadrilatère, celui où se trouve le portique d'entrée, est allouée à l'Union des Déportés juifs de Belgique et au Consistoire israélite de Belgique pour y créer un « Musée Juif de la Déportation et de la Résistance », le MJDR, qui finira par ouvrir ses portes en 1996.

En 2001, le Ministre-Président de la Communauté flamande de Belgique forme le projet de transformer le MJDR en un musée prestigieux. Un nouveau bâtiment est



construit à cet effet en 2012, juste en face de l'ancienne caserne. Le MJDR devient un mémorial et un centre d'études et de documentation. L'ensemble est dénommé « Kazerne Dossin - Mémorial, Musée et Centre de Documentation sur l'Holocauste et les Droits de l'Homme ».

Je précise, à l'attention de nos amis lecteurs français que le mot « Kazerne » en néerlandais s'écrit bien avec un « z ». N'oublions pas que c'est la communauté flamande qui a créé et financé le nouveau musée ! Le mot « holocauste » est impropre en français, car ce terme désigne un sacrifice religieux où la victime est entièrement consumée par le feu. Le mot « holocauste » a été retenu par la communauté flamande parce que c'est le mot utilisé habituellement dans le monde anglo-saxon pour désigner ce que l'on appelle en français la Shoah. C'est ainsi qu'il existe à Paris un Mémorial de la Shoah. En ce qui me concerne, lorsque je guide des visites de groupes, je ne prononce jamais le mot holocauste ; le judéocide commis par les nazis est un assassinat de masse, pas un sacrifice religieux.

Voyons maintenant pourquoi nous disposons de statistiques relatives aux déportés juifs et tziganes partis de la caserne Dossin, selon qu'ils furent gazés dès leur arrivée au camp, affectés au travail ou rescapés. Lorsqu'un prisonnier arrivait à Dossin, les employés administratifs l'inscrivaient sur une liste où figuraient ses nom, prénom et date de naissance, puis lui attri-

buait un numéro. C'est ce même numéro qui était tatoué sur l'avant-bras des déportés sélectionnés pour le travail à leur arrivée à Auschwitz. A partir de là, ils n'avaient plus de nom. Ils n'étaient que des numéros. Ceux qui étaient immédiatement gazés n'étaient pas tatoués.

Dans la nuit du 3 au 4 septembre 1944, les SS et leurs auxiliaires quittent la caserne Dossin, et abandonnent, dans leur précipitation, les uniformes et le matériel, dont un camion contenant les documents administratifs du camp y compris toutes les listes

des internés que les nazis avaient évidemment eu l'intention de détruire ! Tous les documents sont récupérés par l'armée belge. Férés d'exactitude dans l'accomplissement des tâches administratives, les nazis avaient décidé que chaque convoi serait numéroté - il y en aura 28 - et comporterait 1 000 déportés. Rares sont les convois pour lesquels cet objectif a pu être respecté. Toujours est-il que les listes dressées par les nazis indiquent pour chaque convoi le nombre exact de personnes déportées ainsi que le numéro qui leur avait été attribué lors de leur « accueil » à la caserne Dossin. Après la Libération et le retour des rescapés, il a suffi de comparer les numéros de ces derniers avec les listes abandonnées par les nazis et récupérées par les autorités belges pour savoir, par déduction qu'il y avait eu 25 834 déportés dont 25 482 Juifs et 352 Tziganes. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

(NON) INCIDENT DIPLOMATIQUE

Une diplomate française accompagnait un convoi humanitaire dans un territoire palestinien, la zone C. Elle fut malmenée, jetée à terre, par des soldats israéliens. Des photos ont été largement diffusées. Que croyez-vous que fit le gouvernement français ? Qu'il usa de représailles diplomatiques ? Erreur : c'est la diplomate, représentante de la France, qui fut rappelée. ■